



mfi agence multimédia

radiofranceinternationale 104 avenue du président kennedy 75016 paris france

téléphone : 00 33 1 44 30 87 30

mfi@rfi.fr

N°482 **Une stratégie francophone pour Copenhague**

09.11.28 **Des efforts diversifiés, des engagements précis, et une priorité accordée aux plus pauvres**

(MFI) Jean-Louis Borloo, ministre français de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, et Fatima Dia Touré (Sénégal), directrice de L'Institut de l'énergie et de l'environnement de la Francophonie (IEPF), livrent leur point de vue à l'approche de la Conférence mondiale sur le climat.

MFI : Qu'attendez-vous de Copenhague ?

Jean-Louis Borloo : L'objectif aujourd'hui est de limiter la hausse des températures à 2°C, seuil au-delà duquel le monde entrerait dans une période de très fortes incertitudes. Pour y parvenir, nous devons prévoir des objectifs précis de réduction de nos émissions de gaz à effets de serre à court, moyen et long terme. Ainsi la France milite, sur la base du diagnostic établi par les scientifiques du GIEC¹, pour une réduction des émissions des pays développés comprise entre 25% et 40% à l'horizon 2020, et une baisse de 50% des émissions mondiales à l'horizon 2050. Nous souhaitons également que les grandes économies émergentes s'engagent à réduire leur intensité carbone, c'est-à-dire leur niveau d'émissions de CO₂ par rapport à leur taux de croissance. Nous voulons enfin aider les pays vulnérables à faire face aux conséquences du changement climatique. Il s'agit d'une question de responsabilité et de solidarité.

Fatima Dia Touré : A Copenhague nous voulons avoir au moins des signaux favorables pour passer à l'action. La mission de la Francophonie est d'accompagner les pays en développement qui ont besoin de formation et de soutien de leurs capacités. Il serait donc idéal de savoir mettre en oeuvre des actions concrètes pour les pays en développement que nous encadrons. La Francophonie est active dans ce domaine depuis longtemps à travers un appui aux négociateurs sur les questions touchant au changement climatique, à la biodiversité ou à la désertification. Concernant les financements d'un développement « propre » dans les pays pauvres, j'estime que le chiffre avancé par certains de 100 milliards d'euros par an n'est pas excessif, qu'il est dans le domaine du possible. Mais ce financement ne doit pas remplacer l'aide au développement.

MFI : Quels sont les principaux enjeux, considérant les divisions qui existent entre les différents participants ?

J-L. Borloo : Ce que nous recherchons, c'est un accord simple, réel et précis. Nous avons ainsi formulé plusieurs principes pouvant servir de base à un éventuel accord à Copenhague: la fixation d'objectifs de réduction différenciés en fonction des caractéristiques historiques, économiques et géographiques de chaque pays; l'élaboration d'un plan de lutte contre la déforestation qui constitue l'une des principales causes du changement climatique; le lancement d'un « plan *Justice/climat* » en faveur des pays les plus vulnérables, à commencer par l'Afrique; la mise en place de financements publics et innovants. Nous proposons également la création d'un « comité de suivi international » afin de veiller à la bonne exécution des engagements pris. Bref, nous essayons de construire un projet mondial qui ne soit pas une négociation qui oppose les uns aux autres, mais un chemin de bonne foi où chacun apporte le maximum. Un accord ne sera possible que s'il est acceptable par tous.

¹ Groupement intergouvernemental d'experts sur le climat

F. Dia Touré : La Francophonie, caractérisée par la diversité de ses membres, n'a pas de position en tant que telle. Notre rôle est de faire jouer la solidarité francophone, ce que nous essayons de faire à travers des concertations. Cela marche, mais il faut que cela aille encore mieux. Concernant l'Afrique, il s'agit d'accompagner les pays en leur donnant le maximum de moyens pour comprendre les enjeux, prendre position et élaborer une position africaine commune. Il faut un engagement politique pour lancer le processus. Je suis très optimiste quant aux résultats de Copenhague car on n'a plus le choix. Il y a une prise de conscience environnementale, tout le monde a le dos au mur. En Francophonie, on voudrait donc qu'on anticipe pour que les pays en développement ne se trouvent pas dans la situation où, pour développer leur pays il faudra encore polluer. Il faut mettre le prix et accompagner l'engagement politique d'actions concrètes.

MFI : Quels sont, selon vous, les priorités pour l'après Copenhague ?

J-L. Borloo : La priorité consiste tout d'abord à s'assurer de la bonne exécution d'un éventuel accord. Pour y parvenir, la France a proposé, dans le cadre de sa stratégie pour Copenhague, un dispositif complet et cohérent : l'élaboration d'un référentiel commun au niveau mondial pour mesurer les progrès accomplis par les Etats, la révision périodique (tous les cinq ans) des objectifs de réduction de long terme sur la base des travaux du GIEC, et la création d'un comité de suivi international chargé de collecter l'information et d'effectuer le suivi. De plus, nous militons pour la mise en place d'un financement public, automatique et stable dans le temps, issu par exemple d'une taxe sur les transactions financières. Il s'agit, au fond de poursuivre, avec Copenhague, tous les efforts accomplis en faveur d'une nouvelle régulation du monde.

F. Dia Touré : A Copenhague et après chacun doit prendre ses responsabilités. Effectivement, dans le passé les pays industrialisés ont été les principaux pollueurs de la planète. Aujourd'hui des pays émergents comme la Chine le sont devenus aussi. Ce n'est pas parce que je ne suis pas pollueur que je n'agis pas. Ainsi les pays émergents sont en train de faire des actions concernant le changement climatique. L'Afrique doit aussi se mobiliser. Le projet de "ceinture verte", par exemple, est le genre de projet permettant aux pays africains de se prendre en charge dans ce domaine.

Ce projet prévoit la construction d'îlots de terres fertiles qui petit à petit formeront une muraille verte du Sénégal jusqu'à Djibouti. Cette initiative de la *Grande muraille verte pour le Sahara et le Sahel* (GMVSS) est une action prioritaire du programme de partenariat Afrique-UE sur le changement climatique. Initialement lancé en 2005 par Olesegun Obasanjo, alors président du Nigeria, lors d'un sommet de l'Union africaine, le projet porté depuis lors par la Communauté des Etats sahélo-sahariens (CEN-SAD) a pris de l'envergure.

Propos recueillis par Marie Joannidis

Copenhague : les mots-clés de la conférence

COP15 : Ce sigle désigne... la conférence mondiale de Copenhague sur le climat. L'abréviation COP15 signifie qu'il s'agit de la 15^e Conférence des Parties.

CCNUCC : Convention cadre des Nations Unies sur le changement climatique

CdP/RdP : La Conférence des Parties agissant comme *Réunion des Parties*. Explication : avant février 2005, les négociations sur les changements climatiques étaient tenues sous les auspices de la Conférence des Parties (CdP) à [la CCNUCC](#) (v.ci-dessus). Or les pays membres de [la CCNUCC](#) n'ayant pas tous ratifiés le Protocole de Kyoto, une Conférence propre a vu le jour : la *Conférence des Parties*, agissant comme réunion des Parties (CdP/RdP, ou CoP/MoP en Anglais). La CdP/RdP est l'organe suprême du Protocole de Kyoto, réunissant l'ensemble des États l'ayant ratifié. Les deux conférences ont lieu au cours de la même période de deux semaines et au même endroit, tout en étant distinctes.

CO2 : Dioxyde de carbone, couramment appelé gaz carbonique.

FEM : Fonds pour l'environnement mondial.

GES : Gaz à effet de serre.

GIEC : L'Organisation Météorologique Mondiale (OMM) et le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) ont créé en 1988 le GIEC. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, est comme son nom l'indique un organe intergouvernemental ouvert à tous les pays membres de ces deux organisations. Le GIEC et l'ancien vice-président démocrate américain Al Gore, devenu le champion de la protection de la planète, ont vu leurs efforts encouragés par le prix Nobel de la Paix 2007.

RAC : Le *Réseau Action Climat-France* (RAC-F) est une association spécialisée sur le thème de l'effet de serre et du changement climatique. Il est le représentant français du réseau mondial d'ONG (plus de 350 membres) concernées par les changements climatiques, le CAN : *Climate Action Network*.

MDP : Les mécanismes pour un développement propre (MDP) et de mise en œuvre conjointe (MOC) visent à réduire les émissions de gaz à effet de serre dans le cadre de projets spécifiques, et à favoriser dans le même temps les initiatives en faveur du climat et du développement durable dans les pays en développement.

M.J.